



## MESSAGES CLEFS

### MESSAGE GLOBAL

On s'accorde à penser qu'un secteur industriel prospère et en expansion est crucial pour la transformation structurelle des économies africaines et que, compte tenu des défaillances du marché constatées partout, des interventions en matière de politique industrielle sont requises. Les marchés en eux-mêmes sont, de façon générale, incapables de comprendre les types de transformation structurelle nécessaires pour passer des activités de faible productivité à des activités de forte productivité.

Il convient par conséquent de mettre l'accent sur la conception d'institutions et de processus en matière de politique industrielle qui soient capables de soutenir la transformation industrielle. Une solution consiste à transcender les approches schématiques – dans lesquelles la politique industrielle n'est qu'un ensemble d'interventions prédéfinies et hors de contexte – et à s'orienter vers la mise en place d'un ensemble d'institutions qui génèrent des processus susceptibles de répondre aux exigences de l'industrie en constante évolution.

Cependant, bon nombre de pays africains continuent d'adopter une approche schématique de l'industrialisation, sans mettre au point un cadre institutionnel adéquat. Cette façon de faire s'est révélée inefficace face aux défis qui se posent à ces pays dans leur industrialisation.

Le Rapport économique sur l'Afrique 2014, intitulé : « Industrialisation dynamique en Afrique: institutions innovantes, procédés efficaces et mécanismes souples », adopte une approche institutionnelle pour montrer comment la politique industrielle peut être conçue et mise en œuvre. Compte tenu de l'expérience des pays de l'intérieur comme de l'extérieur du continent qui ont connu le succès et des études de cas de 11 pays africains, le rapport invite les pays africains à adopter des politiques industrielles dynamiques assorties de processus et de mécanismes flexibles qui les aideront à transformer leurs économies et à parvenir à un développement économique et social inclusif et durable. C'est le seul moyen pour le continent de réduire sa forte dépendance à l'égard des produits primaires, de créer des emplois décents et de réduire la pauvreté et les inégalités.

## MESSAGES CLEFS

### 1. LES PAYS AFRICAINS CROISSENT, MAIS LEUR CROISSANCE N'EST PAS INCLUSIVE

La situation dans laquelle la croissance tirée par les produits de base continue d'avoir un impact limité sur la création d'emplois et le développement social a été aggravée par l'échec de la plupart des économies africaines s'agissant de se transformer structurellement – partant l'absence de croissance inclusive. Cet état de choses a été

exacerbé par les tendances de l'économie mondiale, en particulier la volatilité des cours des produits de base, ce qui a mis en exergue les dangers d'une croissance économique forte n'allant pas de pair avec le développement industriel et la transformation structurelle. La part de l'Afrique dans le commerce mondial reste très faible et ses exportations sont concentrées dans les ressources naturelles et les minéraux. Des barrières commerciales élevées entravent le commerce intra-africain.

### 2. DE NOMBREUX PAYS AFRICAINS CONNAISSENT UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE À REBOURS

La transformation structurelle est liée à la réaffectation des ressources des activités de faible productivité à des activités de forte productivité, en particulier entre le secteur manufacturier et les services modernes et au sein de ces secteurs, pour déboucher sur un accroissement de la productivité à l'échelle de l'économie et à une augmentation progressive du revenu. En Afrique cependant, les ressources ont souvent été transférées des secteurs de forte productivité vers des secteurs de faible productivité, particulièrement le secteur informel, en inversant la transformation structurelle et en ralentissant (voir en inversant) la croissance de la productivité. Des facteurs de production tels que la main-d'œuvre sont passés de l'agriculture et du secteur manufacturier au secteur des services, ce qui a débouché sur une productivité relativement faible et parfois sur le recul de l'emploi dans l'agriculture et le secteur manufacturier

### 3. LES PAYS AFRICAINS ONT BESOIN D'UN NOUVEAU CADRE DE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Un tel cadre devrait contribuer à identifier les lacunes dans le domaine industriel, ainsi qu'à concevoir, mettre en place et faire fonctionner efficacement des organes étatiques et paraétatiques afin de soutenir la transformation industrielle. Cependant, le cadre actuel ne produit pas d'effet. Il souffre de problèmes liés au champ d'activité, à la conception et au pouvoir des organisations chargées de la politique industrielle, ainsi qu'à leurs incitations et à leurs règles de fonctionnement. Il évolue péniblement également sous des régimes médiocres de communication des organisations chargées de la politique industrielle (souvent avec le secteur privé), dans des conflits de compétence, des fonctions conflictuelles et d'autres échecs en matière de coordination – et parfois une trop grande importance accordée aux objectifs impulsés par les donateurs.

## 4. LES CADRES RÉUSSIS DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE SONT DYNAMIQUES ET ORGANIQUES

Plutôt que d'être un ensemble statique d'interventions, la politique industrielle devrait être constamment réévaluée et modifiée afin de l'adapter aux besoins constamment évolutifs de l'industrie. De même, les organisations chargées de la politique industrielle devraient régulièrement contrôler l'efficacité de leurs stratégies en les ajustant lorsqu'elles laissent à désirer. De plus, il faudrait périodiquement mesurer les objectifs en fonction des changements intervenant dans le secteur privé et il faudrait les réviser pour les adapter à la situation.

## 5. LE DIALOGUE ENTRE LE SECTEUR PUBLIC ET LE SECTEUR PRIVÉ EST INDISPENSABLE POUR IDENTIFIER LES OBSTACLES

Ultérieurement, la conception de la politique industrielle devrait découler d'un système de dialogue organisé entre le gouvernement et les principales parties prenantes du secteur privé. Grâce à cette approche, la politique industrielle émerge par le biais d'un processus de découverte des contraintes qui pèsent sur le développement industriel.

## 6. UNE « AUTONOMIE INTÉGRÉE » EST UN IMPÉRATIF DE TOUTE POLITIQUE INDUSTRIELLE DYNAMIQUE

Étant donné l'importance du dialogue entre le secteur public et le secteur privé, les États devraient faire en sorte que leurs fonctionnaires aient de bonnes relations avec les principaux acteurs privés et qu'ils comprennent le monde de l'industrie. Pour savoir quelles interventions sont nécessaires et comment il faut les changer pour répondre aux besoins de l'industrie, les gouvernements doivent mettre en place une boucle de réaction positive, en structurant les organisations chargées de la politique industrielle de façon à y faire participer le secteur privé à tous les niveaux de l'élaboration des politiques industrielles. Il est essentiel que le personnel des organisations chargées de la politique industrielle ne fasse pas l'objet d'un « accaparement » par le secteur privé; il doit être au contraire capable d'agir indépendamment.

## 7. DES CADRES DE POLITIQUE INDUSTRIELLE EFFICACES NÉCESSITENT UNE COORDINATION DE HAUT NIVEAU ET UN SOUTIEN POLITIQUE

Les plans d'action et les incidences budgétaires devraient être débattus au niveau du Conseil des ministres pour être approuvés et soutenus. Les cadres de politique industrielle couronnés de succès ont en général des liens étroits avec les échelons élevés de l'État et sont soutenus à ce niveau, sans compter qu'ils bénéficient égale-

ment du soutien politique connexe. (À l'inverse, nombre de bonnes politiques ne sont pas bien mises en œuvre en Afrique parce que l'appui gouvernemental leur fait défaut.)

## 8. L'EFFICACITÉ DES ORGANES RÉGLEMENTAIRES EST NÉCESSAIRE POUR ASSURER LA COHÉRENCE DES POLITIQUES

Cela exige que les gouvernements examinent tous les impacts possibles (voulus et non voulus) de la nouvelle politique industrielle sur les grandes et petites entreprises privées de l'ensemble des secteurs. Un organisme (ou sous-organisme) central majeur devrait examiner la réglementation proposée et la réglementation actuelle pour s'assurer qu'elles n'entrent pas en conflit avec d'autres politiques industrielles.

## 9. LES GOUVERNEMENTS DOIVENT PROGRESSIVEMENT CRÉER DES « POCHE D'EFFICACITÉ » LORSQU'ILS MANQUENT D'EXPÉRIENCE BUREAUCRATIQUE

Ces poches exigent l'appui des élites au pouvoir. De même, des coalitions politiques peuvent s'avérer nécessaires pour soutenir l'industrialisation dans les secteurs clés et étendre lentement la politique à de nouveaux domaines.

## 10. LES CADRES DE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ PEUVENT PROMOUVOIR L'EFFICACITÉ DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

La politique industrielle ne fonctionnera vraisemblablement pas sans des politiques et institutions complémentaires soutenant ses objectifs. À ce titre, on peut citer le soutien macroéconomique et la planification du développement, les gains en matière de capacités de production et de compétitivité, une infrastructure plus solide, une technologie bien appliquée et l'innovation, les finances au service de l'industrialisation (y compris, en particulier, les nouvelles sources intérieures novatrices) et l'intégration régionale.